



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 07 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAUL GRANDJOUAN SACO

ZAC de l'Aubinière
28 rue du Rocher
49800 Trélazé

Références : EC-2025-153-ENRE-Paul Grandjouan SACO-Trélazé-RAP

Code AIOT : 0006301385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2025 dans l'établissement PAUL GRANDJOUAN SACO implanté ZAC de l'Aubinière 28 rue du Rocher 49800 Trélazé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société Paul Grandjouan SACO a déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale, en cours d'instruction, pour l'installation et l'exploitation d'une ligne de broyage papier et mise en balle. L'inspection des installations classées avait besoin de constater sur site la conformité avec les plans :

- des réseaux d'évacuation d'eaux pluviales, notamment le point de rejet au milieu naturel mentionné sur les plans ;
- d'un chemin interne de circulation, en bordure des alvéoles de stockage, au sud-ouest des installations ;
- de l'état d'avancement de l'installation du broyeur, notamment le futur local insonorisé dans lequel il sera installé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAUL GRANDJOUAN SACO
- ZAC de l'Aubinière 28 rue du Rocher 49800 Trélazé
- Code AIOT : 0006301385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Paul Grandjouan SACO a déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale, en cours d'instruction, pour l'installation et l'exploitation d'une ligne de broyage papier et mise en balle sur le site de Trélazé.

Cette activité était présente sur le site d'Avrillé et est en cours d'implantation sur le site de Trélazé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité aux plans et données techniques	Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 2.2	Sans objet
2	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 4.B.2	Sans objet
3	Pollution dans l'eau	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que :

- le point de rejet au milieu naturel est l'exutoire des eaux du talus SNCF en surplomb du site, au Nord ;
- les eaux de ruissellements des voiries ne peuvent s'y déverser du fait des bordures de trottoir ;
- le chemin interne qui borde les alvéoles de stockage sur la partie Sud-Ouest du site est praticable et dégagé ;
- le broyeur est mis en place, ainsi que le dépoussiéreur, la ligne de presse et d'emballage ;
- le broyeur est en cours de réfection, partiellement démonté et n'est pas encore opérationnel ;
- le local insonorisé n'est pas encore installé ;
- les analyses des effluents sont faites à intervalle inférieur à un an, le rapport N° 09213909/2401 - 1/1 M00 du 8 avril 2024 conclut à la conformité des résultats ;
- les analyses à la sortie du déshuileur concluent à la conformité des résultats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité aux plans et données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Les installations doivent être aménagées conformément aux plans et indications techniques contenues dans le dossier de la demande d'autorisation, en tut de qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. .../...
Constats : L'inspection des installations classées constate que :

- le point de rejet au milieu naturel est l'exutoire des eaux de ruissellement du talus SNCF, en surplomb du site et bordant sa partie Nord ;
- le chemin bordant les alvéoles de stockage, côté Sud-Ouest du site, est praticable à pied et débroussaillé ;
- le broyeur est installé, ainsi que le dépoussiéreur, la ligne de presse et d'emballage ;
- le broyeur est en cours de révision, l'arbre portant les couteaux est démonté ;
- le local insonorisé devant le contenir n'est pas installé.

L'exploitant déclare que le local sera installé selon la méthodologie suivante :

- des mesures acoustiques seront effectuées, broyeur en fonctionnement, sans le local insonorisé ;
- le local insonorisé sera dimensionné en fonction des mesures effectuées ;
- le local sera installé, et des mesures acoustiques seront effectuées avec le broyeur en fonctionnement ;
- les éventuelles corrections seront apportées pour respecter les valeurs limites de bruit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 4.B.2

Thème(s) : Risques chroniques, Teneur en hydrocarbures

Prescription contrôlée :

L'effluent du déshuileur présente une teneur maximum en hydrocarbures totaux de 10 mg/l (norme NFX43301).

Constats :

L'inspection des installations classées constate que le rapport d'essai N° 09213909/2401 du 8 avril 2024 de la société DEKRA, conclut à la conformité des résultats des analyses des effluents à la sortie du déshuileur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Pollution dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques

Prescription contrôlée :

Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que les analyses des effluents ont été réalisées moins d'un an avant la visite d'inspection (le 8 avril 2024).

Le rapport N° 09213909/2401 - 1/ 1 M00 du 8 avril 2024 conclut à la conformité des résultats.

Type de suites proposées : Sans suite

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Conformité aux plans et données techniques



fossé talus en surplomb de la voie ferrée



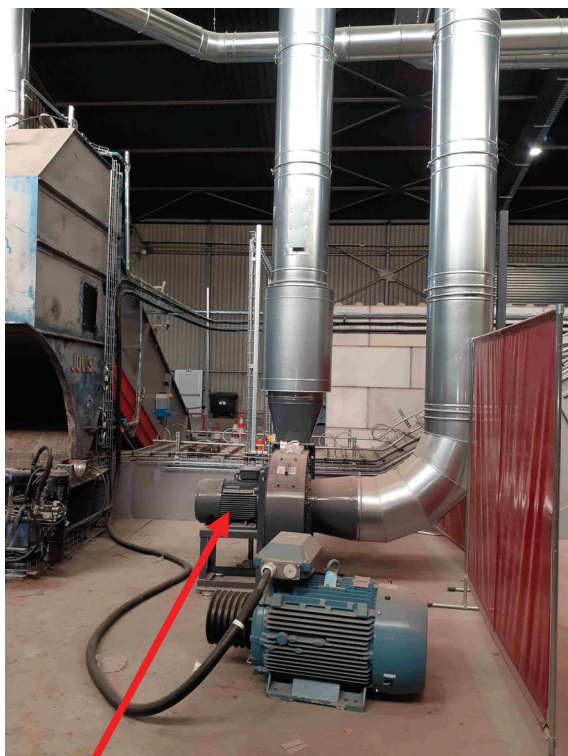
buse en bout de fossé



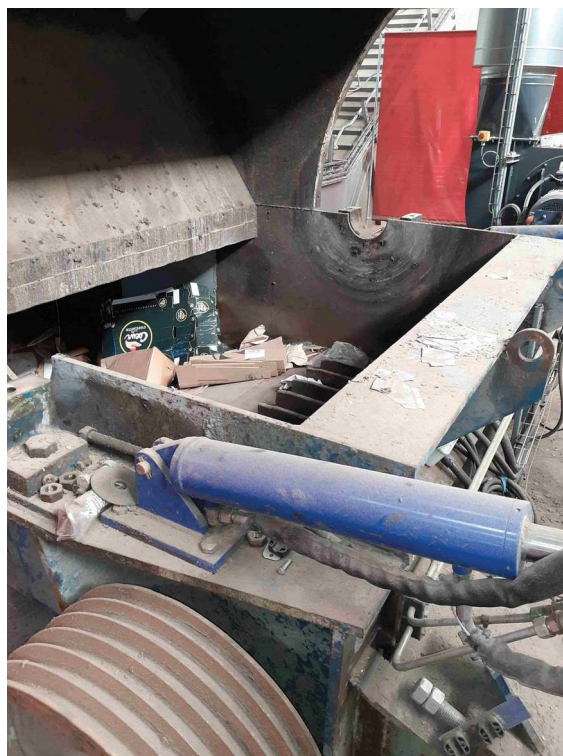
regard d'arrivée du fossé départ vers milieu naturel



partie sud du chemin bordant les alvéoles de stockage



soufflante rejet d'air - moteur broyeur (au premier plan)



broyeur : arbre broyage démonté



dépoussiéreur